



OBJET : Arrêté portant autorisation d'ouverture au public pour l'Hôtel Ibis sis 81, avenue de Meaux à MELUN

LE MAIRE DE LA VILLE DE MELUN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L.111-8-3, R 111.19-11 et R 123.46 ;

VU le décret n° 95-260 du 8 Mars 1995 relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité, modifié par le décret n° 97-645 du 31 Mai 1997 ;

VU l'arrêté modifié du Ministre de l'Intérieur du 25 Juin 1980 portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

VU l'arrêté du 31 Mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public et les installations ouvertes au public lors de leur construction, leur création ou leur modification, pris en application de l'article R.111-19-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU l'arrêté Préfectoral portant création de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

VU le Rapport de Vérifications Réglementaires Après Travaux établi le 15 octobre 2020 par la société Qualiconsult ;

VU l'attestation de vérification du respect des règles d'accessibilité aux personnes handicapées établie le 17 juin 2020 par la société Qualiconsult ;

VU le procès-verbal n° 2021.13 (affaire n° 15) de la Commission d'Arrondissement de Melun pour la Sécurité du 08 juillet 2021, portant un avis favorable, avec prescriptions, à la réception des travaux et à la poursuite de l'activité pour l'Hôtel Ibis sis 81, avenue de Meaux - 77000 Melun.

- ARRETE -

Article 1^{er} – Madame la Directrice est autorisée à ouvrir au public l'Hôtel Ibis sis 81, avenue de Meaux, relevant de la réglementation des établissements recevant du public au titre du type O de la 4^{ème} catégorie.

Article 2 – Madame la Directrice est tenue de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Article 3 - La prescription mentionnée dans le procès-verbal n°2021.13 (affaire n° 15) de la Commission d'Arrondissement de Melun pour la Sécurité du 08 juillet 2021 devra être levée.

Article 4 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Article 5 - Le présent arrêté est notifié à l'exploitant de l'établissement. Ampliation du présent arrêté est adressée, chacun pour ce qui le concerne :

- au Préfet du département de Seine-et-Marne, par le biais du logiciel Airs Delib
- au Commissaire Central de Police de Melun
- au Colonel de la Brigade de Gendarmerie de Melun

Fait à Melun, le 29/07/21

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

077-217702885-20210701-148345-AI-1-1

Acte certifié exécutoire

Réception par le préfet : 29/07/21
Publication :

Le Maire,
Président de la Communauté d'Agglomération
Melun Val de Seine,

Pour le maire,
Le Conseiller Municipal Délégué,



Gilles RAVAUDET

Gilles Ravaudet,